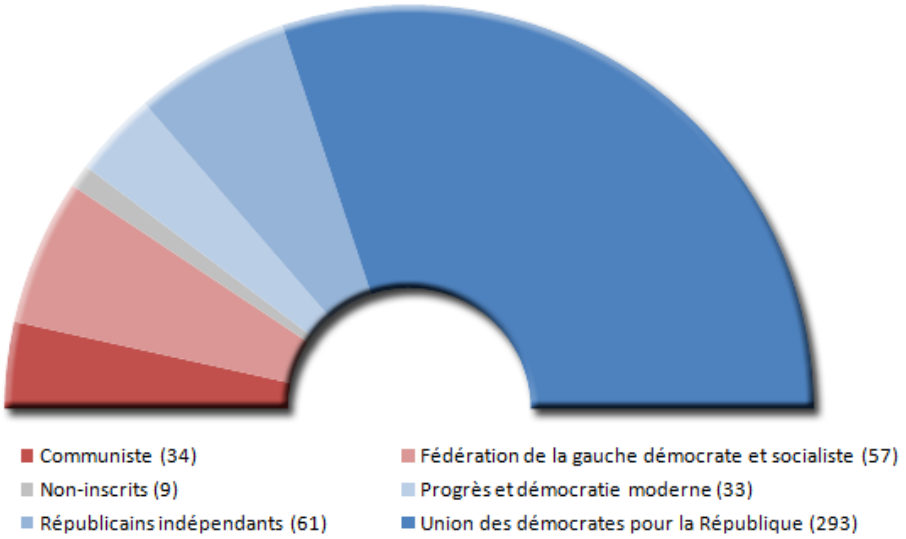
FICHE PROFESSEUR : LA DISSOLUTION DE 1968, UNE DISSOLUTION « PLEBISCITAIRE »

Remise en contexte

Le 30 mai 1968, alors que la révolte étudiante bat son plein et que les universités sont occupées, Charles de Gaulle dissout l'Assemblée nationale. L'objectif de cette dissolution est de trouver une issue à la crise de Mai 68 sans recourir aux pouvoirs exceptionnels que l'article 16 confère au chef de l'État. Dans son allocution radiodiffusée, de Gaulle rappelle la légitimité démocratique de son mandat et déclare son intention de rester au pouvoir (« je ne me retirerai pas »). Il annonce ensuite la dissolution de l'Assemblée nationale et condamne le désordre ambiant, dont il impute la responsabilité aux communistes. De Gaulle se pose en garant de la République et des libertés démocratiques face au risque d'un pouvoir tyrannique imposé par la rue. Ce faisant, il demande aux Français de lui faire confiance, ce qui donne un caractère plébiscitaire à cette dissolution. Les résultats du scrutin législatif de juin 1968 montrent que de Gaulle a amplement gagné son pari : la droite gaulliste obtient une large majorité. Les Français, lassés du mouvement de Mai 68 et effrayés par les actes de vandalisme de certains manifestants, veulent un retour à l'ordre. Ce « raz-de-marée » gaulliste est un véritable camouflet pour la gauche, qui ne parvient pas à tirer profit de Mai 68.

Résultat des élections législatives des 23 et 30 juin 1968 (source : www.politiquemania.com).



Document-source : extrait de l'allocution radiodiffusée de Charles de Gaulle, 30 mai 1968.

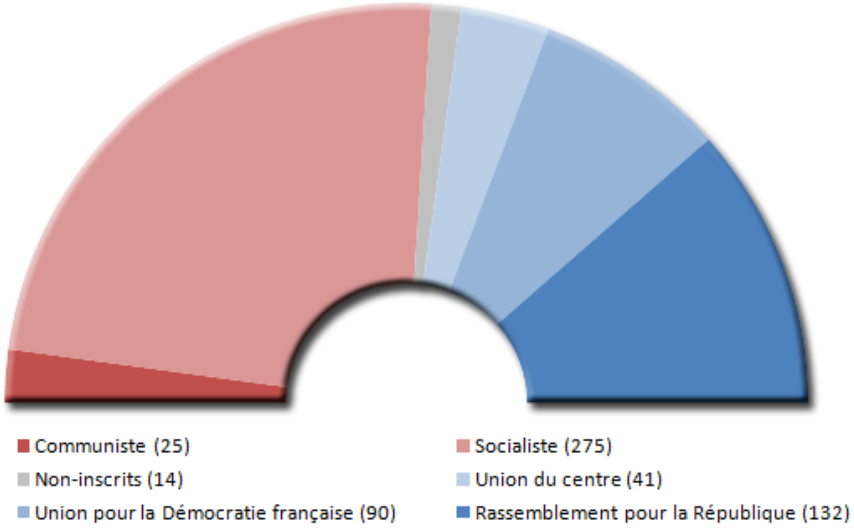
« Françaises, Français, (…),
Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas : j'ai un mandat du peuple, je le remplirai. (…) Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. (…) Quant aux élections législatives, elles auront lieu dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer, en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. (…). La France, en effet, est menacée de dictature ; on veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire. Eh bien non, la République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté. Vive la République ! Vive la France ! »

FICHE PROFESSEUR : LA DISSOLUTION DE 1988, UNE DISSOLUTION « CORRECTIVE »

Remise en contexte

Jusqu'à la mise en place du quinquennat en 2000, les mandats présidentiels et législatifs sont désynchronisés : le président est élu pour sept ans, les députés pour cinq ans. Lors de sa réélection à la présidence de la République en mai 1988, François Mitterrand n'a pas de majorité car l'Assemblée nationale élue en 1986 est dominée par la droite. L'ouverture voulue par le chef de l'État, incarnée par la nomination de ministres centristes dans le premier gouvernement Rocard, n'a pas permis de constituer une majorité alternative. Le chef de l'État doit donc opérer une dissolution « corrective » pour obtenir une majorité de gauche et mettre en application son programme : dans son allocution télévisée, François Mitterrand présente cette dissolution comme une nécessité. Le résultat des élections législatives de juin 1988 est cependant contrasté : si le Parti Socialiste arrive en tête, il n'obtient qu'une majorité relative. La « vague rose » de 1981 ne s'est pas reproduite.

Résultat des élections législatives des 5 et 12 juin 1988 (source : www.politiquemania.com).



Document-source : extrait de l'allocution télévisée de François Mitterrand, 14 mai 1988.

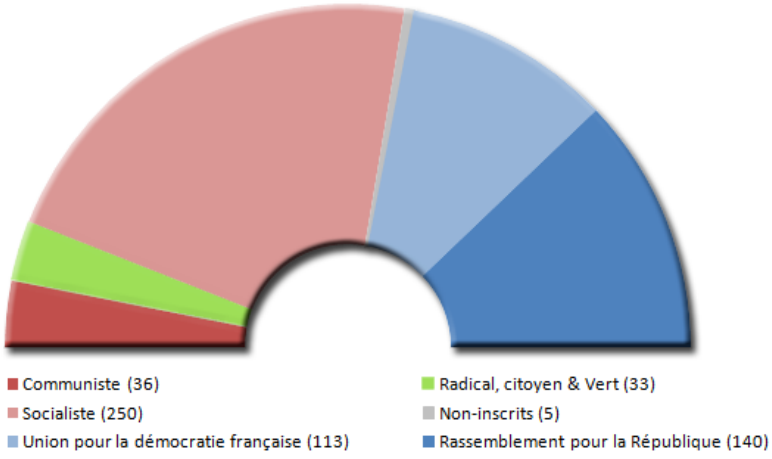
« Françaises, Français,
Fort de la confiance que vous m'avez accordée dimanche dernier, 8 mai, et comme je m'y étais engagé devant vous, j'ai voulu assurer sans délai le fonctionnement normal de nos institutions. Dès mardi, j'ai nommé un nouveau Premier ministre, M. Michel Rocard, qui a reçu pour mission de former le gouvernement en recherchant l'ouverture politique qui permettra aux Français de s'unir autour des valeurs permanentes, des valeurs essentielles de la démocratie. (…) Mais le Premier ministre m'a fait savoir que, faute des concours nécessaires, et malgré ses efforts, il ne s'estimait pas en mesure de réunir la majorité parlementaire solide et stable dont tout gouvernement a besoin pour mener à bien son action. Je constate, pour le déplorer, que l'ouverture que j'appelle de mes vœux n'a pu se réaliser jusqu'ici aussi largement que je l'avais souhaitée. J'ai donc le devoir d'en tirer les conséquences. Conformément à l'article 12 de la Constitution et après avoir procédé aux consultations qu'il prévoit, j'ai signé, voici quelques instants, le décret prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale. (…). Mes chers compatriotes, dans la situation présente, je ne connais qu'une réponse : que le peuple décide et tranche. (…) Je vous invite, quelle que soit votre famille de pensée, vous qui avez soutenu mon projet le 8 mai et vous qui voulez nous rejoindre, à élire la majorité parlementaire qui nous aidera à faire avancer le pays et à préserver ces biens communs que sont pour nous la République et la démocratie. (…) Vive la République ! Vive la France ! »

FICHE PROFESSEUR : LA DISSOLUTION DE 1997, UNE « DISSOLUTION DE CONFORT »

Remise en contexte

Élu président de la République en 1995, Jacques Chirac dissout l'Assemblée nationale en 1997 après un début de septennat difficile, plombé par les grandes grèves contre le Plan Juppé. Dans son allocution télévisée du 21 avril 1997, le chef de l'État justifie le choix d'une dissolution par la volonté de relancer son septennat et d'ouvrir de nouveaux chantiers de réformes nécessitant l'adhésion des Français : compétitivité, maîtrise des finances publiques, construction européenne, etc. L'allocution de Jacques Chirac apparaît donc comme un discours de politique générale qui ne dit pas son nom. La dissolution de 1997 est en fait un calcul politique opportuniste : en avançant d'un an les élections législatives prévues en 1998, Jacques Chirac espère obtenir un résultat plus favorable que s'il attend la fin de la législature. On parle alors d'une dissolution de « confort » (bien que le terme ne fasse pas l'unanimité chez les constitutionnalistes). Le résultat des législatives de mai-juin 1997 montre clairement que Jacques Chirac a perdu son pari : la victoire de la gauche ouvre la voie à une cohabitation, situation de partage du pouvoir entre un président de la République et un Premier Ministre de bords politiques opposés. Le socialiste Lionel Jospin, leader de la « gauche plurielle », est nommé Premier Ministre à l'issue des législatives.

Résultat des élections législatives des 25 mai et 1er juin 1997 (source : www.politiquemania.com).



Document-source : extrait de l'allocution télévisée de Jacques Chirac, 21 avril 1997.

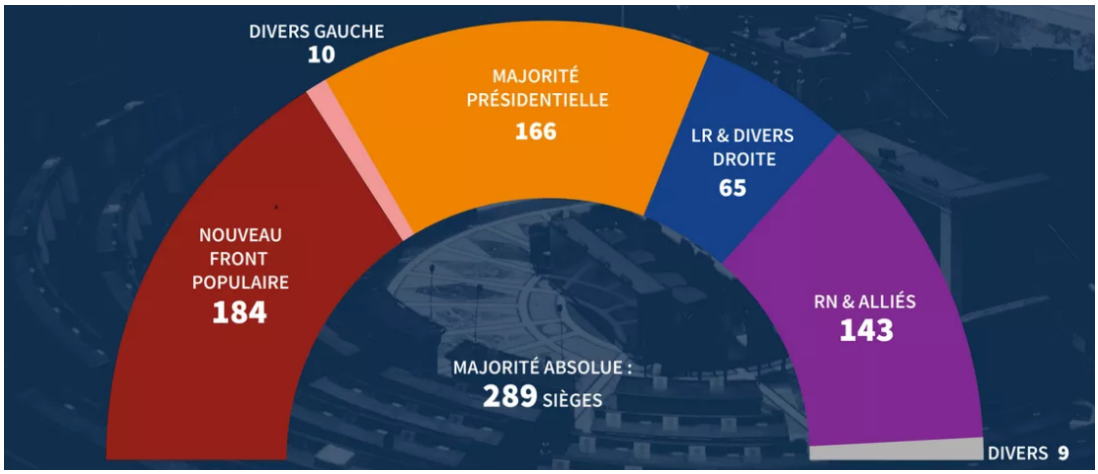
« Mes chers compatriotes,
Après consultation du Premier ministre, du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée nationale, j'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. (…) Aujourd'hui, je considère, en conscience, que l'intérêt du pays commande d'anticiper les élections. J'ai acquis la conviction qu'il faut redonner la parole au peuple, afin qu'il se prononce clairement sur l'ampleur et le rythme des changements à conduire pendant les cinq prochaines années. Pour aborder cette nouvelle étape nous avons besoin d'une majorité ressourcée et disposant du temps nécessaire à l'action. (…) Pour réussir, la France a besoin d'un nouvel élan. Cet élan ne peut être donné que par l'adhésion, clairement exprimée, du peuple français. (…) Ensemble nous devons réformer en profondeur l'État afin de permettre une baisse de la dépense publique, seule façon d'alléger les impôts (…). Ensemble nous devons encourager, plus fortement qu'on ne le fait, les créations d'entreprises et les initiatives locales qui font notre richesse. (…) L'Europe nous apportera un supplément de prospérité et de sécurité, tout simplement parce que l'Europe c'est l'union et que l'union fait la force. Or d'importantes décisions seront prises au cours des tout prochains mois : le passage à la monnaie unique, (…) la réforme des institutions européennes (…), l'élargissement de l'Union aux jeunes démocraties qui appartiennent à la famille européenne et qui formeront, avec nous, la Grande Europe. »

FICHE PROFESSEUR : LA DISSOLUTION DE 2024, UNE « DISSOLUTION SURPRISE »

Remise en contexte

Réélu à la présidence de la République en mai 2022, Emmanuel Macron entame son second quinquennat dans des conditions particulièrement difficiles, sans majorité absolue à l'Assemblée nationale. Les élections européennes de juin 2024, qui voient le Rassemblement National arriver en tête, sanctionnent sévèrement le camp présidentiel : le soir même des résultats, Emmanuel Macron s'adresse aux Français pour annoncer la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette « dissolution surprise » (Anne Levade) est présentée comme un temps de clarification mais également comme un « acte de confiance » qui redonne la parole aux Français pour définir les orientations de la suite du quinquennat. Les élections législatives anticipées accouchent pourtant d'une assemblée sans majorité, aggravant ainsi la crise politique que le président voulait résoudre : la « clarification » espérée par le chef de l'État n'a pas eu lieu. Si l'Assemblée nationale élue en 2024 marque la fin du fait majoritaire et l'entrée dans une période de forte instabilité, elle reflète aussi de nouveaux rapports de forces entre trois blocs politiques opposés.

Résultat des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024 (infographie *Le Figaro*).



Document-source : extrait de l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron, 30 juin 2024.

« Françaises, Français,
Vous avez eu ce jour à voter pour les élections européennes (…). Le principal enseignement est clair : ce n'est pas un bon résultat pour les partis qui défendent l'Europe, dont celui de la majorité présidentielle. Les partis d'extrême droite qui, ces dernières années, se sont opposés à tant d'avancées permises par notre Europe, qu'il s'agisse de la relance économique, de la protection commune de nos frontières, du soutien à nos agriculteurs, du soutien à l'Ukraine, ces partis progressent partout sur le continent. En France, leurs représentants atteignent près de 40% des suffrages exprimés. Pour moi, qui ai toujours considéré qu'une Europe unie, forte, indépendante est bonne pour la France, c'est une situation à laquelle je ne peux me résoudre. (…) Aujourd'hui, les défis qui se présentent à nous, qu'il s'agisse des dangers extérieurs, du dérèglement climatique et de ses conséquences, ou des menaces à notre propre cohésion, ces défis exigent la clarté dans nos débats (…). J'ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote. Je dissous donc ce soir l'Assemblée nationale. (…) Cette décision est grave, lourde, mais c'est avant tout un acte de confiance. Confiance en vous, mes chers compatriotes, en la capacité du peuple français à faire le choix le plus juste pour lui-même et pour les générations futures (…). La France a besoin d'une majorité claire pour agir dans la sérénité et la concorde. (…) Vive la République ! Vive la France ! »